

« SOUS NOS YEUX »

Le gaz sarin est aussi volatile que les promesses de Washington

par Thierry Meyssan

La Syrie a-t-elle ou non utilisé du gaz sarin contre son opposition armée ? Après avoir hanté les colonnes des journaux, la question a trouvé pour Paris, Londres et Washington une réponse positive. La ligne rouge aurait été franchie. La guerre serait donc imminente. En réalité, ce jeu médiatique arrive trop tard. En termes de droit international, la Syrie n'est pas signataire de la Convention sur les armes chimiques et peut donc les utiliser librement. Inutile d'inventer l'usage par Damas d'armes de destruction massive, la guerre touche à sa fin.

RÉSEAU VOLTAIRE | 16 JUIN 2013

ENGLISH PORTUGUÊS ESPAÑOL ITALIANO



La question de l'usage de gaz sarin par les troupes régulières syriennes ressemble à un jeu de dupes. Interrogé à ce sujet, le porte-parole du ministère syrien des Affaires étrangères, Jihad Makdisi, déclarait, le 23 juillet 2012, que son pays était susceptible d'en disposer et d'en faire usage exclusivement contre des ennemis extérieurs. Cette déclaration a été interprétée par la

presse des États de l'OTAN et du CCG comme une menace à l'encontre des « *rebelles* », dans la mesure où Damas affirme qu'ils sont —comme jadis au Nicaragua— des « *Contras* », largement étrangers. Elle désignait en fait, et sans contestation possible, à la fois les membres de l'OTAN et Israël. Le porte-parole avait été extrêmement clair sur le fait qu'aucune arme de ce type ne serait utilisée contre des « *insurgés* » syriens.

Peu importe, les propos de Jihad Makdisi étaient trop beaux pour une OTAN qui, en 2003, n'avait pas hésité à inventer des « *armes de destruction massive* » irakiennes. Par deux fois, les 20 août et 3 décembre 2012, le président Barack Obama mettait en garde la Syrie contre le recours à l'arme chimique. « *Si nous commençons à voir des quantités d'armes chimiques déplacées ou utilisées, cela changerait mon calcul et mon équation* », déclarait-il d'abord. Puis « *Je veux être absolument clair pour Assad et ceux qui sont sous son commandement : le monde vous regarde, l'utilisation d'armes chimiques est et sera considérée comme tout à fait inacceptable. Si vous faites l'erreur tragique d'utiliser ces armes chimiques, il y aura des conséquences et vous en répondrez* ».

Les faucons libéraux et les néoconservateurs font alors campagne pour une intervention militaire occidentale. Selon eux, la Syrie connaîtrait un « *printemps arabe* » sauvagement réprimé par un « *dictateur* ». La communauté internationale se devrait d'intervenir au nom de grands idéaux. Pas un mot évidemment sur les années de préparation et le financement de ce « *printemps arabe* », par l'OTAN et le CCG, pour s'appropriier les hydrocarbures syriens et imposer un régime sioniste islamiste. Ainsi, le professeur Anne-Marie Slaughter, ancienne directrice de la planification auprès d'Hillary Clinton (2009–2011), compare le laissez-faire d'Obama en Syrie au cas rwandais dans le *Washington Post* [1].

En 2003, la preuve des « *armes de destruction massive* » irakiennes était venue d'un témoin surprise. Alors que le chef de la mission d'inspection des Nations Unies, Hans Blix, confirme devant le Conseil de sécurité que de telles armes n'existent plus en Irak depuis 1991, Hussain al-Shahristani, un scientifique en exil, expose un témoignage donnant raison au secrétaire d'État Colin

Powell : Saddam Hussein dispose d'armes chimiques, bactériologiques et nucléaires. Ses propos sont confirmés par l'International Institute for Strategic Studies (IISS) de Londres. Aucune de ses affirmations ne résistera aux faits. Une fois, l'Irak envahi, pillé et détruit, Washington admettra s'être trompé, tandis que son faux témoin deviendra Premier ministre adjoint de l'Irak « *libéré* » et que l'IISS continue ses opérations de propagande.

Cette fois, le travail d'intoxication revient à la France et au Royaume-Uni. Les deux puissances coloniales qui s'étaient partagées le Proche-Orient en 1916 poussent à une intervention militaire occidentale malgré les trois vétos russes et chinois. Le 27 mai, à la veille d'une réunion cruciale des ministres européens sur la possible livraison d'armes aux « *rebelles* », *Le Monde* publie une enquête de Jean-Philippe Rémy attestant de l'usage de gaz sarin à Damas. Le reporter a rapporté des échantillons de sang et d'urine qui ont été testés par un laboratoire militaire français. Le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, réagit au quart de tour, puis le gouvernement britannique qui dénonce un « *crime de guerre* ». En définitive, selon la Maison-Blanche : « *notre communauté du Renseignement atteste que le régime d'Assad a utilisé des armes chimiques, incluant du gaz sarin, à une petite échelle, contre l'opposition de multiples fois durant l'année passée* ».

Le problème est qu'il n'y a pas de problème : premièrement l'usage du gaz sarin est interdit depuis 2007 par la Convention sur les armes chimiques qui n'a été ratifiée ni par Israël, ni par la Syrie [2] *De facto*, ces deux États peuvent en fabriquer, en détenir et en utiliser légalement sans commettre de « *crime de guerre* ». Deuxièmement, l'usage de gaz sarin par les troupes régulières a beau être confirmé par Paris, Londres et Washington, elle reste fort peu probable. Le cas rapporté par *Le Monde* ne peut que surprendre : l'Armée arabe syrienne en aurait fait usage dans Damas, dans le quartier de Jobar, sans que le gaz franchisse la rue et atteigne la population civile du reste de la capitale. Les combattants touchés ne souffriraient pas de convulsions, indiquant une dissémination très faible. Ils se soigneraient avec des ampoules d'atropine, mais aussi avec des traitements locaux, notamment des

gouttes dans les yeux, ce qui paraît inutile pour un gaz qui pénètre par la peau. Bref, les preuves franco-anglo-US ne résisteront probablement pas plus à l'épreuve des faits que celles accumulées par George W. Bush et Tony Blair contre l'Irak.

Transmises par Washington à Moscou, les preuves occidentales ont fait rire Yuri Ushakov, le conseiller de politique étrangère du Kremlin. Il n'a pu s'empêcher de penser à la prétendue fiole d'anthrax brandie par Colin Powell au Conseil de sécurité.

Dans la cas où l'usage de gaz sarin serait considéré comme une abomination nécessitant une intervention internationale, on se demande bien pourquoi les allégations de Carla del Ponte, membre de la Commission d'enquête du haut Commissariat aux Droits de l'homme, n'ont pas suscité les mêmes réactions. Elle déclarait, le 5 mai 2013, à la télévision suisse, que : « *Lors de notre enquête – c'est-à-dire que notre équipe d'enquête interroge dans les pays voisins les diverses victimes ainsi que les médecins dans les hôpitaux de campagne sur place – j'ai lu la semaine dernière dans un rapport qu'il y a des indices concrets, même s'ils ne sont pas encore prouvés de façon irréfutable, que du sarin a été utilisé. On peut déduire cela de la façon dont les victimes ont été traitées. Et qu'il a été utilisé par les opposants, donc par les rebelles, et non pas par le gouvernement* ». Les propos de la magistrate ne faisaient que confirmer les revendications de l'Armée syrienne libre qui, le 5 décembre 2012, montrait de pénibles tentatives de se doter d'armes chimiques et menaçait les alaouites d'en faire usage contre eux [3]. Toutefois, il n'y eut aucune réaction, vu le démenti cinglant apporté par sa propre Commission à la demande de la Haut-Commissaire, Navy Pilai. En l'absence de consigne politique, les propos de l'ex-procureure helvétique n'engagent qu'elle même.

Une fois admis l'usage de gaz sarin par l'armée régulière, la Maison-Blanche dispose d'un argument pour légaliser ce qu'elle fait depuis le début du conflit : livrer des armes aux « *Contras* » [4]. S'engouffrant dans la brèche, le général Salim Idriss, commandant en chef de l'Armée syrienne libre, a passé commande de roquettes antichar et de missiles sol-air. Elles peuvent être utiles, mais pas décisives, car ce dont son « *armée* » a besoin, c'est d'hommes bien

plus que de matériels. Cependant les livraisons US devraient se limiter à des armes légères et à des munitions : la guerre tire à sa fin. Washington n'espère plus conquérir la Syrie, juste faire liquider le Front Al-Nosra par l'ASL. Ceux qui ont cru en ses promesses en paieront les frais. La Turquie est paralysée par un soulèvement contre la politique des Frères musulmans, incarnée par Recep Tayyip Erdoğan, tandis que Washington vient de contraindre l'émir Hamad Al-Thani à céder le trône du Qatar à son fils Tamim. Le moment du nouveau partage du Proche-Orient, entre Russes et États-Uniens, approche.

Thierry Meyssan

[1] « [Obama should remember Rwanda as he weighs action in Syria](#) », par Anne-Marie Slaughter, *The Washington Post*, 26 avril 2013.

[2] Cf. le [site officiel de l'OPWC](#).

[3] « [L'ASL expose son laboratoire d'armes chimiques](#) », *Réseau Voltaire*, 5 décembre 2012.

[4] « [Exclusive : Obama authorizes secret U.S. support for Syrian rebels](#) », par Mark Hosenball, Reuters, 1er août 2012.

Source : « [Le gaz sarin est aussi volatile que les promesses de Washington](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 16 juin 2013, www.voltairenet.org/article178896.html